Geoffroy Lejeune : “…Il faudrait lutter contre une idéologie qui s’occupe des droits de l’accusé avant de s’occuper de ceux de la victime…”

22/04/2021 à 1h45



> *QUI VA VOUS CONVAINCRE ? — Sécurité: Geoffroy Lejeune appelle à "lutter contre une idéologie qui s'occupe des droits de l'accusé avant de s'occuper de ceux de la victime" pic.twitter.com/F0Cpuhphse*
>
> *— 120% NEWS (@120NewsBFM) April 21, 2021*

Pour 2 Français sur 3 la situation actuelle en matière de sécurité s’est dégradée depuis quelques années

65% des Français (+7 points depuis le 30 août 2020) estiment que la situation en France en matière de sécurité des personnes et des biens se dégrade depuis quelques années. Pour 31% (-6) elle ne change pas, seuls 4% (=) considèrent qu’elle s’améliore.

La perception d’une dégradation de la sécurité en France ces dernières années est majoritaire au sein de toutes les catégories de population et électorats.

Si la perception d’une dégradation de la sécurité reste plus élevée chez les 50 ans et plus (71%), elle progresse fortement en près de 8 mois chez les 18-24 ans (53%, +17), et les 25-34 ans (59%, +17). La dégradation est également en hausse chez les professions intermédiaires (68%, +11), les cadres (56%, +9), et augmente dans les mêmes proportions au sein de toutes les catégories d’agglomération à l’exception de l’agglomération parisienne (64% à 70%, de +8 à +10).

Politiquement, le sentiment de dégradation progresse chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon (65%, +20) et demeure particulièrement élevée chez les électeurs de Marine Le Pen (75%) et de François Fillon (74%).

Un sentiment d’insécurité qu’il arrive à 7 Français sur 10 de ressentir

21% (+2 points depuis le 30 août 2020) des Français se disent souvent inquiets pour leur sécurité physique et celle de leurs biens, 50% (-5) le sont de temps en temps, 23% (+1) rarement et 6% (+2) jamais.

S’assurer de l’application réelle des peines (51%) et durcir le code pénal (43%) sont les mesures les plus attendues pour agir en matière de sécurité

Une mesure davantage mentionnée par les 50 ans et plus (57%), par les professions intermédiaires (60%), et politiquement, par les électeurs de François Fillon (64%)

–Durcir le code pénal (sévérité des peines) : 43% (-1). Une mesure particulièrement citée par les femmes (48%, contre 38% chez les hommes), les catégories populaires (49%) et professions intermédiaires (46%), et par les électeurs de Marine Le Pen (62%)

Ces deux mesures sont particulièrement mentionnées par les Français qui perçoivent une dégradation de la sécurité ces dernières années (55% et 50%) et par ceux qui personnellement ressentent une insécurité (54%, 48%).

Les Français dressent un bilan négatif de l'action d'Emmanuel Macron sur la sécurité

65% des Français estiment que le bilan sécuritaire d'Emmanuel Macron est négatif, dont 37% assez négatif et 28% très négatif. A l'inverse, 34% le jugent positif, dont 31% assez positif et 3% très positif.

Une majorité de Français sceptique sur la capacité d'Emmanuel Macron à tenir son objectif de 10 000 policiers supplémentaires entre 2017 et 2022

63% des Français ne jugent pas crédible une augmentation des effectifs de la police de 10 000 agents supplémentaires à entre 2017 et 2022, dont 45% pas vraiment et 18% pas crédible du tout. En revanche, 37% des Français pensent que cet objectif est crédible, dont 32% plutôt et 5% tout à fait crédible.

En matière de sécurité, aucune personnalité ne rassemble la confiance de plus d'1 Français sur 3

Sur les questions de sécurité, près d'1 Français sur 3 fait confiance à Emmanuel Macron (32%), Xavier Bertrand (31%) et Marine Le Pen (30%). 1 Français sur 4 accorde sa confiance à Valérie Pécresse (26%) et 1 sur 5 à Anne Hidalgo (20%), Nicolas Dupont-Aignan (19%) et Jean-Luc Mélenchon (19%). 14% font confiance à Yannick Jadot.

Source sondage Elabe